

Telles étaient les conditions du marché.

Le lendemain matin, cent cinquante offres d'oreilles arrivaient au médecin qui avait publié l'annonce.

Ce résultat est extraordinaire, mais il est ignoble, car il prouve en même temps la puissance de l'argent et la misère causés par la disproportion des fortunes. L'indigestion d'un côté, la faim de l'autre.

Ce n'est pas, en effet, par amitié pour l'inconnu que tous ces êtres humains offrent leur oreille droite, c'est par besoin, pour avoir cinq mille piastres, et Dieu sait ce que ces offres cachent de pauvreté honteuse, de drames de famille, de logis sans feu et sans pain.

Cela ne s'appelle-t-il pas Fantine, des "misérables" de Victor Hugo, (ne le lisez pas), se faisant arracher dix dents saines, pour avoir de quoi payer un mois de nourriture pour son enfant.

Il y a des moments où je comprends qu'on soit communard, partageux, tout ce qu'on voudra, et que l'on coupe l'oreille droite à tous les millionnaires, avec défense, sous peine de mort, de la faire remplacer, mais, en attendant, je souhaite que le règne de Dieu arrive sur la terre comme au ciel.

LEON LEDIEU.

LES ECHOS de MONTREAL

Avez-vous entendu parler de l'Alliance-française, de son but de propagation des idées françaises à travers le monde, de ses débuts assez lointains ? Sinon, il vous est peut-être arrivé de lire des comptes-rendus de ses séances. A Montréal, les grands journaux annonçaient il y a quelques mois la venue d'une branche de la dite Association.

Des noms très respectables furent publiés, et, du jour au lendemain, dût la modestie des personnes visées en souffrir, on les proclama champions de la cause intellectuelle française au Canada. L'intention était bonne, quoique manquant de nouveauté.

A en juger d'après les on dit, la jeune pousse de l'Alliance-française, greffée sur des données ethnographiques spéciales, devait montrer au grand jour et faire aimer les floralions des belles lettres françaises.

Quel a été le résultat obtenu jusqu'à ce jour, parmi notre population canadienne-française, par le groupe des intellectuels dont je parle ? C'est ce que je vais considérer avec mes lecteurs, les assurant, tout d'abord, que je n'entends nullement combattre le sentiment qui donne de la cohésion aux idées de ceux qui défendent les intérêts de la France à l'étranger.

Je dirai même que, sous certaines conditions, j'approuve l'existence de l'Alliance-française et applaudis à ses succès ; mais, c'est précisément parce que je désire la voir prospérer chez nous, que je réprovoie les procédés de ses zéloteurs.

Les membres Montréalais de cette Association oublient peut-être qu'ils s'adressent aux Canadiens-français ; c'est-à-dire au peuple le plus nombreux qui, en dehors de la France continentale, parle la langue de Racine.

Il ne faudrait donc pas suivre à notre égard, la ligne de conduite que l'on trace pour des pays où l'élément parlant le français, soit par nécessité, soit par dilettantisme, est l'infime minorité. Chez nous, momentanément, il ne peut être question, ni d'enseigner à balbutier les premiers mots d'une langue, ni par un écart de pensée illogique, d'en montrer les beautés transcendantes, à nos masses affairées.

Il ne s'agit pas non plus de nous attirer vers les choses toutes modernes de l'esprit français, mais tout simplement, je crois, d'amplifier nos connaissances actuelles ; mettant à notre portée un progrès moral, dont notre foi et nos idées de paix démocratique n'auraient pas à souffrir.

Ce furent très probablement ces considérations qui, jadis et en haut lieu, valurent à l'Alliance-

française, quelques remarques de la part de certains membres du clergé catholique.

On pensait avec raison que, ce qui peut être attrayant et profitable à l'élite d'une nation dont le génie enfiévré s'oriente sans cesse, pourrait bien en pas convenir d'emblée à des individus doués d'un idéal moins actif.

Evidemment, les personnes qui sacrifient leur temps et leur talent à propager une idée, sont en droit de se réclamer de leur liberté d'action et de leurs bonnes intentions, tant qu'elles ne transgressent aucune des lois établies.

Mais lorsque, ainsi qu'il en est de l'Alliance-française, on s'adresse à la publicité pour faire du prosélytisme, on s'expose à des observations, quelque louable que soit le but qu'on veut atteindre.

De temps en temps, les journaux nous informent qu'à une date fixée, en l'une des salles publiques les plus sélectes de Montréal, une soirée avec conférence, aura lieu, sous les auspices de l'Alliance-française. On sollicite l'inscription des Canadiens, et, les choses vont leur petit train, sans doute à la plus grande satisfaction de ceux qui s'en occupent.

A la soirée annoncée, plusieurs personnes déploient du talent et intéressent un moment des auditeurs triés sur le volet. Les archives ont été fouillées et parfois on présente aux feux de la rampe un personnage littéraire dont la valeur réelle n'a qu'un tort, celui de sentir le mois.

L'orateur est félicité, et qui sait, peut-être un jour, grâce aux bons offices d'un aimable consul, recevra-t-il des mains du représentant de la France un ruban rouge ou même violet.

Vains hochets qui empêchent souvent de viser à un but élevé, qui expliquent bien des choses. Je croyais la maladie des décorations un fléau exclusivement français, faudrait-il croire qu'il a traversé les mers ?

Si réellement l'Alliance-française veut faire oeuvre efficace parmi nous, s'y prend-elle comme il faut ?

Dès ses débuts ici, elle a fait l'effet d'un clan très aristocratique à la recherche d'occasions de se réunir pour disserter de choses abstraites, peu à la portée du commun des mortels. Le local qu'elle a choisi est trop petit et trop huppé pour que le bon et timide public bourgeois s'y risque. A-t-elle sérieusement recherché des adhérents sincères et désintéressés ? Les Messieurs et les Dames qui en font partie, orientent-ils leurs devoirs acceptés de gaieté de coeur, dans l'intérêt général ? Ce sont toutes choses qu'il est permis de considérer.

Or, si je ne me trompe, les vues de cette Association devraient être plus philanthropiques. Ou les Canadiens veulent conserver leur langue et l'améliorer, en prenant modèle sur l'ancienne mère-patrie, où ils s'en détachent, il faudrait enrayer cette débandade morale ? Dans les deux cas, l'Alliance-française ne fait pas ici ce qu'on serait en droit d'attendre d'elle ; étant données les louanges qui annoncèrent sa naissance dans la métropole canadienne.

Il serait pourtant relativement facile d'obtenir un bon résultat, car notre peuple ne demanderait pas mieux que de s'intéresser à un mouvement intellectuel si cher à son coeur. On pourrait par exemple nommer membres de l'Alliance-française, à titre gracieux, tous les membres du corps enseignant français de la Province de Québec. Les instituteurs et les institutrices, gens consciencieux entre tous et éclairés par profession, se feraient un plaisir de donner un bon coup d'épaule en faveur de la cause française, ce qui n'est pas à dédaigner. Même et surtout quand il n'est question que d'un mouvement intellectuel. Mais alors, il faudrait renoncer aux petits discours précieux en catimini. Il faudrait une vaste salle, où n'importe qui pourrait aller des heures durant entendre débiter de belles choses, pas trop élevées, par des gens qui travaillant pour la gloire, mettraient leur talent à la disposition de notre jeune pays et lui feraient beaucoup de bien.

La petite ouvrière, ou le jeune citoyen, en habits du dimanche, après une de ces séances, rentre-

raient chez eux le regard brillant et l'âme sereine en songeant aux beautés des choses saines et bien formulées qu'on leur aurait dites. Il est certain que, à ceux-là, on ne pourrait faire dix conférences sur le même sujet : la cathédrale de Reims — ni sur la formation de l'art gothique ! Ces grandes machines pourraient être réservées pour les estomacs forts.

Si l'on faisait ce que je demande, le Canadien jugerait mieux la France et les Français, qu'ils connaîtraient davantage.

Eliminant la discussion de certains actes récents du gouvernement de la République française, les fils de Jean-Baptiste pourraient se rendre compte de bien des choses dont ils profiteraient, tout en écartant celles qui ne leur disent rien.

Que s'il me fallait chercher une quasi certitude du succès qui couronnerait une telle entreprise, je citerai, sans vouloir leur faire de la réclame, les deux théâtres français de Montréal.

Depuis quelque temps, les Nouveautés et le National ne désemplassent pas. Pourquoi ? Tout bonnement parce qu'on y donne des pièces de grand intérêt. Parce que la diction de Mme Varennes ou de M. Dhavrol entre autres artistes est excellente, parce que ces personnes rendent leur rôle très consciencieusement et avec talent, et que les directeurs de ces deux théâtres ont un but louable, que le public apprécie et récompense. Car nous sentons de plus en plus que notre langue française a des beautés sans pareilles. Apprise dès le berceau, elle nous est aussi chère qu'aux fils les plus patriotes de la France, et à cela il n'y a rien d'étonnant.

Ce qui l'est davantage, c'est la vogue dont jouit le théâtre français qui vient d'être ouvert à New-York. On pourra dire qu'elle est due au grand nombre de nos cousins d'outre-mer qui habitent la métropole américaine. Pour ma part, je ne crois pas que cette raison soit exclusive. Là, accomplissant son oeuvre dans toute son efficacité, l'Alliance-française a semé un grain qui a bien levé. Des centaines et des centaines de jeunes hommes et de jeunes filles qui ont fréquenté les universités américaines, y ont appris le français classique.

Ces Yankees, très pratiques, ont constaté que la langue que parle le comte de Mun, est le meilleur outil des orateurs et des artistes dramatiques. Ils ont peut-être lu quelques ouvrages aux subtilités malheureusement équivoques, et cela a suffi. Le théâtre français les a empoignés, ils sont devenus des abonnés, d'autant plus facilement que ces laborieux sont généralement fortunés et aiment parfois à s'amuser.

On conviendra qu'au Canada, ce problème du maintien et du développement de la langue de nos pères se présente et se présentera toujours sous un autre aspect.

C'est ce que j'ai voulu établir dans les lignes précédentes ; qui n'ont qu'un mérite, celui de défendre une cause que je crois juste et honnête. Celle du peuple, qu'on regarde d'en haut, mais qui comprend et se tait dans certains cas, parce qu'il a du sens commun, et, du coeur, autant que qui que ce soit !

* * *

Puisque j'entretiens les lecteurs de notre langue nationale, je vais me permettre de faire une observation générale que je crois juste. Donc, depuis que ma pensée s'est portée vers l'étude des sujets populaires, c'est-à-dire depuis environ quinze ans, j'ai constaté avec regret, que, quoiqu'en dise un auteur français, on cause très peu au Canada.

Rares, très rares, sont dans nos familles les conversations dignes de ce nom ; on échange des banalités, on effleure les questions politiques, elles nous brouillent même parfois les idées ; les dames parlent ménage ou chiffon, incidemment d'une oeuvre littéraire, mais franchement, on ne cause pas.

Il paraît qu'un M. Chantre, d'Orange, dit que si nous aimions autant à lire, qu'à écouter orateurs ou conférenciers, nous serions le peuple le plus lettré de l'univers.